

BTP EN MARTINIQUE



UNE FILIÈRE QU'ON LAISSE MOURIR ?

REGARDS CROISÉS SUR LA CRISE QUE TRAVERSE LE SECTEUR

Les années se suivent et le secteur du BTP et des matériaux de construction en Martinique, semble toujours marqué par une activité atone. Véritable colonne vertébrale de l'économie locale, pourvoyeur d'emplois et générateur de valeur ajoutée, la filière subit cette tendance à la baisse malgré quelques pics d'activité.

Stéphane Abramovici (Vice-Président de l'AMPI - Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie) souhaite une prise de conscience collective et une réelle mobilisation des acteurs et des pouvoirs publics pour éviter une catastrophe économique. Son inquiétude est grandissante car rien ne semble enrayer un déclin structurel annoncé.



©Dany Salinère

Jean-Yves BONNAIRE
Secrétaire Général de la FRBTP

Pour lui, aux causes initiales s'ajoutent d'autres contraintes plus spécifiques mais non négligeables. Les réglementations environnementales et sismiques ont également un coût pour les professionnels. Ces derniers s'alignent bien évidemment, mais selon lui cela limite et impacte tous les investissements. Parfois, les clients peinent à comprendre que ces coûts se reportent directement sur la facture.

Un constat alarmant

Depuis 2008, le secteur traverse la plus grande crise de son histoire récente. L'activité a chuté de près de 60% avec en octobre dernier une nouvelle baisse d'environ 25% selon Stéphane Abramovici. « Cela signifie que des dizaines de chantiers sont à l'arrêt ou reportés, que les entreprises peinent à maintenir leur activité et que des centaines d'emplois sont directement menacés » alerte-t-il.

Au-delà des chiffres, ce sont des familles touchées, des sous-traitants, artisans, transporteurs, fournisseurs, ceux qui se lèvent tôt et travaillent dur. La conséquence directe de ces emplois perdus dans le BTP, c'est une économie locale directement impactée.

Selon les acteurs du BTP, les raisons de cet état de fait sont multiples. En première ligne, Stéphane Abramovici y voit des causes multifactorielles et conjoncturelles. Il pointe du doigt, la chute de la commande publique, et en particulier, les projets qui prennent trop de temps à prendre vie ; sans oublier l'investissement privé. Aussi, les coûts de production élevés liés à l'insularité affaiblissent les entreprises. Cette crise reflète un manque d'anticipation et de stratégie sectorielle.

Et puis, il y a la faiblesse des appels d'offres publics et privés qui asphyxie la filière. Patrick Lanes abonde en ce sens :

« Avant nos ateliers à Procac tournaient H24, aujourd'hui certains d'entre eux ferment à 14h ». Beaucoup d'aides de l'État n'arrivent pas ou tardent. Sur les 1,7 milliard d'euros prévus pour le développement territorial entre 2024 et 2027, à peine plus de 385 M€ iront au BTP. Yann Honoré regrette qu'il y ait : « Beaucoup d'annonces budgétaires de nos politiques mais cela ne débouche sur rien. Sur le terrain, on ne voit rien ».

Des chiffres dans le rouge

Des entreprises ferment, des emplois sont supprimés et l'outil industriel reste sous-utilisé. Ce mois-ci, 24 sociétés du BTP ont été liquidées, suscitant l'inquiétude de la Fédération Régionale du secteur, exprimée par son secrétaire général Jean-Yves Bonnaire sur les réseaux sociaux. Une crainte partagée par Patrick Lanes qui de son côté a déjà dû licencier une douzaine d'employés récemment.

- **Baisse de l'activité généralisée :** La filière connaît une baisse d'activité alarmante de 60% par rapport à 2008
- **Des délais de paiement supérieurs à 190 jours dans le secteur hospitalier**
- **Le coût de la construction a augmenté de 10% à 15% depuis 2020/2022**

Insularité et dépendance dangereuse aux importations

La crise Covid et la guerre en Ukraine ont révélé la dépendance de la Martinique aux importations de matériaux. « On a complètement perdu pied », reconnaît Jean-Yves Bonnaire. Une industrie locale est jugée essentielle, mais l'industrialisation se heurte à un marché trop petit, des normes strictes et peu d'opportunités à l'export. « Il faut des volumes pour que ça fonctionne », explique-t-il encore. Pour l'heure, les acteurs du secteur ont bien compris qu'ils doivent plus que jamais valoriser le savoir-faire local, et renforcer la coopération régionale afin de dynamiser le secteur et structurer une économie plus indépendante.

Innovation, emploi et formation

La filière innove avec de nouveaux matériaux isolants, des ciments modernes et la préfabrication. Les évolutions des normes européennes et l'adaptation des règles pour l'outre-mer devraient mieux tenir compte des réalités locales.



©AMPI

Patrick LANES
Président du Groupe Caïali

Il milite depuis des années pour la transmission et recommande le modèle allemand, où 15 % des effectifs sont alternants et 70 % sont embauchés. Il considère ce système comme essentiel pour moderniser le secteur et lutter contre le vieillissement de la main-d'œuvre. Homme d'expériences, il se souvient d'une période où, malgré des ressources limitées, des chantiers importants étaient menés. Comme sous la mandature d'Alphonse Jean-Joseph, le Sud de la Martinique a été approvisionné en eau. Son fils, Serge, est devenu ensuite une figure du Bâtiment et des Travaux Publics ; il a structuré la filière avec la première convention collective et remporté l'appel d'offres pour le « grand » projet du barrage de « La Manzo ».

Les conventions collectives du BTP intègrent les métiers industriels annexes, ouvrant des perspectives aux jeunes Martiniquais, insiste le représentant de la FRBTP.

Relance, volonté politique et espoir

Tous s'accordent sur la nécessité de donner la priorité à l'économie et d'organiser des projets viables. En quoi la commande publique est-elle essentielle ? Par son efficacité d'abord ! Elle doit répondre aux besoins en matière d'assainissement, d'infrastructures, de logement, d'adaptation climatique et de rénovation touristique. Pour le vice-président de l'AMPI, Stéphane Abramovici, il faut agir vite et de façon coordonnée. « Quand un projet est financé, il doit sortir immédiatement du tiroir. Ensuite, sécuriser les entreprises locales en raccourcissant les délais de paiement. » Autrement dit, payer les entreprises plus vite et leur donner de la visibilité pour que les industriels puissent investir et maintenir leurs équipes. Il souligne également l'importance du recyclage et de la transition énergétique. « Ces domaines constituent également un levier majeur, en particulier grâce à l'innovation et au développement économique. » Cette orientation stratégique reposera nécessairement sur la reconnaissance du rôle central de la filière.



©AMPI

Yann HONORÉ
Président de Carib Moter

« Il faut avoir le courage de se donner un cap. Selon Yann Honoré, l'absence de cohérence et d'engagement clair freine la trésorerie des entreprises. Les lourdeurs administratives, associées à des délais de paiement excessifs, laissent les professionnels démunis. De plus, malgré l'obligation légale, les intérêts moratoires ne sont pas versés en cas de retard de paiement sur les marchés publics de travaux, même lorsqu'il y a eu transaction ou avance, comme l'a récemment rappelé le Conseil d'Etat.



©AMPI

Stéphane ABRAMOVICI
Vice-Président AMPI

Le BTP est un secteur vital pour la Martinique : il représente des milliers d'emplois, il conditionne notre capacité à loger dignement la population, à construire nos écoles, nos hôpitaux, nos routes, et à réussir la transition écologique. Si nous ne réagissons pas maintenant, nous allons assister à une vague de faillites et à une perte irréversible de compétences. Mon message est clair : nous tirons la sonnette d'alarme aujourd'hui. La survie de tout un pan de notre économie est en jeu.

Patrick Lanes regrette le ralentissement de grands projets territoriaux comme la déviation pour les poids lourds dans la ville de Saint-Pierre, ou encore celui de la route entre Brasserie Lorraine et Carrère. Tout comme le projet du musée de la Mer, cela fait des décennies qu'ils sont annoncés sans mise à jour sur leur avancée. Face au besoin de relancer l'économie et d'améliorer les infrastructures de la Martinique des initiatives voient le jour. À l'exemple du premier Salon des Bâtisseurs organisé par la FRBTP et le magazine du même nom, les 12 et 13 décembre prochain. Un rendez-vous qui s'intéressera aux réalités du secteur.